

« ELEMENTS POUR UNE ANALYSE MACRO-INSTITUTIONNALISTE DES INEGALITES : LA TRAJECTOIRE POST-SOCIALISTE DE LA REPUBLIQUE TCHEQUE»

Contribution au Forum de la Régulation 2003

Laila PORRAS

Doctorante, GERME-Université Paris 7

Directeur de recherche : Bernard CHAVANCE

pomlaila@yahoo.com

INTRODUCTION

La transformation post-socialiste a entraîné une profonde redistribution de la richesse et des revenus dans tous les pays ex-socialistes. On observe dans la plupart des cas un processus de forte concentration des revenus. Parallèlement, une grande différenciation entre les pays se produit en ce qui concerne le rythme de la croissance économique et la répartition des revenus. D'un côté, les pays de la CEI présentent une chute très importante de la production (le Produit Intérieur Brut de cette région représentait en 2000 62% de celui de 1990), une répartition des revenus -parmi les plus inégales du monde- similaire à celle des pays sous-développés avec un indice de Gini de 0,46 entre 1996 et 1998 et une pauvreté accrue. A l'opposé, les pays d'Europe centrale et les Etats baltes ont repris le chemin de la croissance (le PIB de cette zone représentait en 2000, 106.5% de celui de 1990), avec une meilleure répartition des revenus (un indice de Gini de 0,33 pour la même période) et des pourcentages plus faibles de pauvreté (World Bank, 2002).

Pour comprendre la différence de sentier dans la performance économique de ces régions, la seule explication par les réformes économiques n'est pas suffisante. Pourquoi des pays comme la Tchèque ou la Hongrie convergent en résultats tandis que la Tchèque avait suivi, comme la Russie la même voie de réformes ? Comment expliquer les différences de la répartition des revenus entre pays ? Une analyse institutionnaliste s'avère indispensable pour étudier ces questions. Pour commencer, nous pouvons formuler l'hypothèse suivante : la différenciation notable des trajectoires s'explique par l'héritage historique propre à chaque pays, par les nouvelles institutions du marché du travail et par le rôle déterminant qu'a joué l'Etat.

L'étude de la Tchèque représente pour notre travail un intérêt particulier. Même si après la transformation post-socialiste, tous les pays sont devenus plus inégalitaires, y compris la République tchèque, ce dernier pays continue à se distinguer des autres pays par des niveaux plus faibles d'inégalités : la Tchèque était le pays le plus égalitaire de la région avant, pendant et après le socialisme. Etudier cette trajectoire pour essayer de donner quelques éléments d'explication est

notre objectif. Pour ce faire, nous allons dans un premier temps rappeler les apports théoriques de Karl Polanyi et leurs prolongements à travers l'analyse macro-institutionnaliste des inégalités. Ensuite, nous examinerons la trajectoire tchèque à la lumière d'une grille de lecture inspirée de cette analyse. Enfin, nous discuterons les éléments susceptibles d'expliquer les spécificités de l'expérience tchèque.

I LES FONDEMENTS THEORIQUES POUR UNE ANALYSE MACRO-INSTITUTIONNALISTE DES INEGALITES

Sur les traces de Karl Polanyi

Presque soixante ans se sont écoulés depuis la parution du célèbre ouvrage de Karl Polanyi *La grande transformation* (1944). A partir de la critique de la société du XIXème siècle et de l'analyse de ce qu'il appelle « la mort du libéralisme économique » Polanyi a construit une théorie institutionnelle¹ qui a inspiré une vaste littérature dans le champ des sciences sociales (anthropologie, économie, histoire, sociologie, ...). Nous nous concentrerons sur trois aspects de cette théorie: à savoir, l'idée de l'économie «imbriquée» (embedded) dans le tissu social, sa critique du « marché autorégulateur » et l'existence de différents types d'institutions d'intégration économique.

Le concept de « embeddedness » ou encastrement, fait référence à l'idée suivant laquelle toutes les actions économiques sont encastrées dans une base institutionnelle et une structure sociale, raison pour laquelle les comportements économiques et le système économique ne peuvent pas être traités comme un système indépendant qui contrôle les autres sphères de la vie sociale :

« Aucune société, c'est vrai, ne peut exister sans qu'un système d'un type ou d'un autre assure l'ordre dans la production et la distribution des biens. Mais cela n'implique pas l'existence d'institutions économiques séparées ; normalement, l'ordre économique est simplement fonction de l'ordre social, qui le contient. Nous l'avons montré : ni dans les conditions du tribalisme, ni dans celles de la féodalité, ni dans celles du mercantilisme, il n'a existé dans la société de système économique séparé. La société du XIXe siècle dans laquelle l'activité économique était isolée et attribuée à un mobile économique distinct, fut en vérité une nouveauté singulière » (Polanyi , 1944 :106).

Pour lui, le marché auto-régulateur n'était pas spontané, par contre il est le résultat direct de l'action de l'Etat :

« Le laissez-faire n'avait rien de naturel ; les marchés libres n'auraient jamais pu voir le jour si on avait simplement laissé les choses à elles-mêmes. De même que les manufactures de coton, la principale industrie du libre-échange, avaient été créées avec l'aide indirecte aux salaires, le laissez-faire lui-même a été imposé par l'Etat ». (Polanyi, 1944 : 189).

L'idée qui découle de sa critique du marché autorégulateur et de son concept d'encastrement est l'existence de différents types d'institutions d'intégration économique autres que le marché : la redistribution et la réciprocité interviennent comme modalités d'allocation des ressources. En fait, Douglass North souligne que la force du défi que Polanyi jette à l'économie classique tient au fait que le cadre d'analyse alternatif qu'il propose vise à rendre compte de l'organisation institutionnelle du passé comme du présent (North, 1977, p. 704).

¹ Nous pouvons citer aussi du même auteur : *Trade and Market in the Early Empires* édité avec Conrad M. Arensberg et Harry W. Pearson, The Free Press, N.Y., 1957 et *The Livelihood of Man*, Academic Press, N.Y., 1977.

Après avoir étudié différentes cultures et sociétés, Polanyi fait une typologie sur les formes d'intégration économique qui ont existé. L'accès aux ressources est toujours basé dans l'histoire sur trois formes d'intégration économique. Nous les présentons de façon schématique à partir de Polanyi (1957 :250-256, 1977 : 35-43).

FORMES ECONOMIQUE	D'INTEGRATION	STRUCTURE INSTITUTIONNELLE	DESCRIPTION
RECIPROCITE		ORGANISATIONS SYMETRIQUES	Mouvements de biens et services (ou leur disposition) entre des points corrélés de regroupements symétriques
REDISTRIBUTION		CENTRICITE	Prélèvement par le centre visant à une redistribution centrifuge
ECHANGE		MARCHE	Système marchand de fixation des prix

Une des contributions les plus importantes de Polanyi est la classification des économies par rapport à leur forme dominante d'intégration. Pour lui, une étude institutionnaliste² des économies devrait commencer par étudier la manière dont l'économie acquiert unité et stabilité, c'est-à-dire comment l'interdépendance se réalise à travers la combinaison de seulement quelques patrons récurrents qui peuvent être appelés « formes d'intégration » (il souligne que ces formes d'intégration ne représentent pas nécessairement des « stages de développement »).

Même si Polanyi ne s'intéresse pas de manière particulière aux inégalités sociales, il y a dans sa démarche théorique, des éléments importants qui peuvent être mobilisés dans la construction d'une théorie sur les inégalités.

Fondements théoriques pour une analyse macro-institutionnaliste des inégalités

En suivant cette ligne de pensée Szélenyi et Kostello (1998) font une analyse « néo-polanyienne » pour donner les éléments de ce qu'ils appellent « une théorie institutionnelle des inégalités » : ils considèrent les inégalités comme une fonction spécifique des types de marché et des institutions redistributives qui opèrent dans un contexte historique, ainsi que des relations de propriété, des relations sociales et plus particulièrement de classes, où les institutions économiques

² Polanyi n'a pas donné une définition précise des « institutions », mais comme il a été signalé par Szélenyi et Kostello, tandis que Polanyi n'a pas donné une définition formelle de la distinction entre organisations et institutions, il a clairement utilisé le terme « institutionnalisés » ou « institution » dans le même sens de la terminologie de Douglass North. C'est-à-dire, les institutions sont les règles du jeu dans une société. Elles sont dans un niveau différent d'abstraction que les organisations. Les organisations ont des frontières bien définies et l'appartenance est directement observable empiriquement. Les institutions se trouvent dans une couche plus profonde d'analyse : nous pouvons démontrer l'existence des institutions non parce qu'elles sont directement observables, mais parce qu'elles modèlent le comportement des individus et des organisations (Szélenyi et Kostello, 1998 : 324).

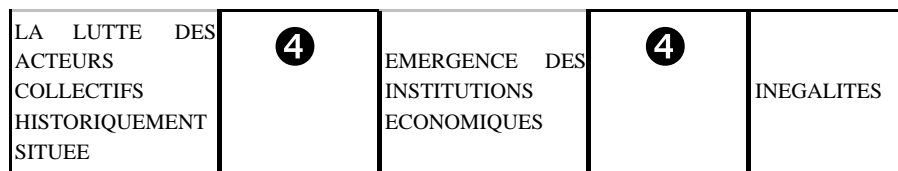
sont encadrées. L'argument principal est que les institutions expliquent les inégalités et que les changements dans les institutions s'expliquent par la connexion entre les classes. Mais ils se démarquent de Polanyi en faisant une critique de son analyse qu'ils considèrent « unilatérale ». Pour ces auteurs, Polanyi a fait une critique du marché à partir d'une perspective de la redistribution, tandis que leur travail fait aussi le chemin inverse : une critique de la redistribution à partir des marchés. Une perspective polanyienne orthodoxe dirait que la source des inégalités est le marché et la façon de neutraliser les effets des marchés est à travers l'intervention redistributive de l'Etat. Pour ces auteurs, en revanche, les inégalités seraient fonction de la forme d'intégration dominante, soit le marché, soit la redistribution. Le cas concret de leur étude est la transformation post-socialiste dans les pays d'Europe de l'Est.

Les auteurs font une analyse de la Hongrie et de la Pologne principalement, et de la République tchèque, avant et pendant les premières années de la transformation post-socialiste. Ils considèrent les deux systèmes (capitaliste et socialiste) comme des systèmes mixtes où la redistribution, les marchés et la réciprocité coexistent, mais où le marché et la redistribution jouent des rôles différents. L'objectif principal de leur analyse est de montrer qu'il y a différents arrangements institutionnels qui se traduisent par différents systèmes de production des inégalités : le degré des inégalités est différent, le rôle que chaque institution joue en créant ou en neutralisant des inégalités varie et la sélection des acteurs qui sont avantagés ou ne le sont pas s'opère de manière différente. Nous présentons ici un tableau résumé de leur analyse :

TROIS TYPES DE PENETRATION DU MARCHE	FORMES D'INTEGRATION ECONOMIQUE	DYNAMIQUE DES INEGALITES	SOURCE DES INEGALITES	MECANISME DE NEUTRALISATION
MARCHES LOCAUX DANS LES ECONOMIES REDISTRIBUTIVES (1968-1980) *	HEGEMONIE DE LA REDISTRIBUTION	REDUCTION	REDISTRIBUTION	MARCHE
ECONOMIES SOCIALISTES MIXTES (1980-1989)	HEGEMONIE DE LA REDISTRIBUTION (la redistribution et le marché coexistent sous l'hegemonie de la première)	ACCROISSEMENT	REDISTRIBUTION ET MARCHE	LE MARCHE DANS UNE MOINDRE MESURE
ECONOMIES AVEC UNE ORIENTATION CAPITALISTE (1989-)	HEGEMONIE DU MARCHE (élimination de l'Etat socialiste)	FORT ACCROISSEMENT	MARCHE	REDISTRIBUTION

* En suivant Polanyi, il s'agit d'une économie intégrée par le marché quand les marchés du travail et des capitaux sont les mécanismes d'allocation du travail et du capital ; si le travail et le capital sont principalement redistribués et que les échanges sur le marché sont restreints aux échanges de biens, alors il existe ce que Polanyi appelle des « marchés locaux ».

L'intérêt de leur analyse est de montrer que le changement concernant les inégalités s'explique par le changement systémique, les institutions créées ou modifiées, ainsi que par la lutte que mène les acteurs collectifs. Les caractéristiques institutionnelles de chaque système sont différentes, d'où la différence dans les inégalités.



Selon ses auteurs, la ré-allocation du travail et le changement d'un système redistributif vers un système d'allocation par le marché des biens de capital, ne sont pas seulement des aspects de politique économique ou des mécanismes économiques définis de façon étroite. Ils correspondent plutôt aux processus de formation de classes ; ils dépendent de la transformation des relations de propriété et du mouvement vers un type d'allocation d'autorité et des privilèges matériels. Ils appellent cette approche « une perspective macro de l'encastrement dans le processus économique ».

Mais quelle est la relation entre les formes d'intégration économique, la lutte des acteurs collectifs et la dynamique des inégalités ? Dans leur étude sur la formation des élites postcommunistes en Europe de l'Est, Eric Hanley, Petr Mateju, et. al. (1998), expliquent l'intérêt théorique et politique de l'analyse de la circulation et reproduction des élites en Europe de l'Est. Ils prennent le cas de la Pologne, de la Hongrie et de la République tchèque.

Selon ses auteurs, le processus de recrutement des élites varie dans les différents pays. Le recrutement des élites après 1989 est lié au recrutement d'avant 1989 et les taux élevés de circulation des élites dans la décennie précédente à la chute de l'Etat socialiste, devrait produire des taux plus faibles de la circulation des élites après la chute du système socialiste et en conséquence, des taux plus élevés de reproduction des élites. Si le taux de circulation des élites est élevé, une élite plus compétente sera créée et, après la fin du socialisme, il n'y aura pas une « contre-élite » importante. Mais le recrutement des élites est aussi profondément influencé par le processus de privatisation. Elle peut avoir été initiée par les directeurs des entreprises ou par des acteurs de l'Etat. Une trajectoire ou l'autre va se produire en fonction des réformes de marché mises en place pendant la dernière décennie du socialisme. Alors, le processus de mobilité de l'élite est fortement dépendent du passé, dans le sens où les événements qui ont eu lieu avant le effondrement du système ont eu un effet profond dans la période post-socialiste.

Ce travail explique du point de vue de la reproduction ou circulation des élites, les différentes voies de privatisation mises en place à l'Est. Cette analyse peut nous aider à expliquer aussi les différences nationales dans les changements des inégalités pendant les premières années de la transformation. Si l'Etat a eu plus de control dans le passage d'un système redistributif vers le marché, il est probable qu'il se produira une moindre inégalité, car le processus du changement des institutions du marché du travail (contrôlé par l'Etat) a modéré l'augmentation des inégalités que produit le passage d'un système redistributif vers un système de marché.

Nous pouvons dire, avec les auteurs cités au-dessus, que les nouvelles institutions du marché du travail expliquent les changements dans les inégalités dans les pays post-socialistes où le rôle de

l'Etat avait une importance prépondérante. Les politiques adoptées pendant et après la transformation ont démantelé les anciennes institutions formelles du marché du travail. Néanmoins, en suivant la pensée de North (1990), les institutions informelles de l'ancien régime continuent à façonner les relations, les normes, et les règles de comportement ; elles continuent à modeler les attentes, les motivations et les comportements des individus et des organisations. Si nous voulons faire une étude du changement institutionnel, il nous faut prendre en compte la contrainte de sentier, c'est-à-dire, l'importance de l'histoire.

C'est à partir de cette tradition intellectuelle que nous nous proposons de faire une analyse du changement des inégalités en République tchèque à travers une mise en perspective historique des institutions du marché du travail et des inégalités en Tchécoslovaquie puis au fil de la trajectoire post-socialiste tchèque. Nous distinguons deux niveaux d'analyse : le premier concerne les conséquences générales de la transformation post-socialiste où nous identifierons une dynamique différenciée quant aux inégalités dans les deux différents systèmes économiques (socialisme et capitalisme) ; le second se focalise sur le niveau individuel du pays pour comprendre le poids de la différence d'héritage dans les trajectoires nationales.

2. L'HERITAGE SOCIALISTE ET LA SPECIFICITE DE LA TRAJECTOIRE POST-SOCIALISTE TCHEQUE

Les conditions initiales : l'héritage socialiste

La Tchécoslovaquie partageait avec toutes les économies socialistes, certaines caractéristiques institutionnelles au niveau du marché de travail. Cornia (2001) note quatre types de facteurs, en ce qui concerne la répartition des revenus, qui étaient à la base de la différenciation systémique entre les économies socialistes et capitalistes : 1) *la régulation centralisée des salaires* : les salaires étaient fixés centralement, la relation entre le montant du salaire et le niveau de qualification était très faible et le salaire minimum était fixé à un niveau généralement plus élevé que dans les économies capitalistes; 2) *la propriété collective des moyens de production* : la dominance de la propriété de l'Etat dans l'économie a réduit fortement la part des profits, rentes, dividendes, et des autres revenus de capital dans le revenu global; 3) *les subventions aux biens et services essentiels* : une grande partie des subventions étaient pour des biens avec une faible élasticité au revenu et bénéficiait donc aux ménages à bas revenus ; 4) *la redistribution à travers les taxes et le système de transferts* : les transferts étaient accordés selon des critères démographiques indépendamment du niveau de revenu des ménages.

Dans les économies centralement planifiées, le rapport salarial avait donc une forme spécifique : le salarié bénéficiait de la garantie effective de l'emploi (le chômage était pratiquement inexistant) en échange d'un salaire qui permettait l'accès à une consommation limitée (il était assuré un panier de consommation de base : alimentation, logement, santé, éducation par des prix bas subventionnés). Les salaires monétaires étaient régulés par un système assez rigide des tarifs avec un faible écart entre salaire nominal et salaire moyen (Magnin, 1999).

Est-ce que ces caractéristiques institutionnelles propres au système socialiste se traduisaient par une répartition des revenus plus égalitaire que dans les économies capitalistes? La réponse n'est pas évidente et il existe de grandes divergences dans l'analyse des données empiriques. Atkinson et Micklewright font référence à plusieurs travaux importants pour souligner ce désaccord parmi les économistes et théoriciens et proposent plusieurs éléments de synthèse. Premièrement, ils concluent que la répartition des revenus était différente dans chaque pays du bloc socialiste ; ils montrent ensuite que les différences entre les pays au moment de l'adoption du système socialiste importent. Ils soulignent enfin le rôle joué par les réformes et les ajustements (Atkinson et Micklewright, 1992) intervenus pendant le régime socialiste. Ainsi, il y a des différences marquées concernant la répartition des revenus entre l'Union soviétique et les pays d'Europe centrale. Même les régions les plus égalitaires de l'Union soviétique étaient moins égalitaires que les pays d'Europe centrale.

Il n'est donc pas facile de tirer des conclusions tranchées dans la comparaison des inégalités de revenus entre capitalisme et socialisme. Atkinson et Micklewright montrent cependant qu'une comparaison entre pays socialistes (la Tchécoslovaquie, la Hongrie, l'URSS et la Pologne) et la Grande Bretagne sur la période 1982- 1985 tend à accréditer la thèse d'une plus grande accentuation des inégalités de revenus à l'Ouest. Milanovic arrive à la même conclusion et montre que la répartition générale des revenus était plus inégalitaire dans la plupart des économies de marché que dans les pays socialistes (Milanovic, 1998).

La Tchécoslovaquie se détache notablement des autres pays par une répartition plus égalitaire des revenus ainsi qu'une stabilité de cette répartition dans le temps. La très basse dispersion des salaires est remarquable et elle est aussi très stable. La comparaison de la répartition des revenus et des salaires dans le temps est très intéressante. Nous observons une stabilité plus importante dans la répartition des salaires que dans la répartition des revenus. En 1958 le ratio inter-décile³ des salaires était au-dessous de 2.5, tandis que le ratio inter-décile des revenus était au-dessus de 3.5. Par contre, pour l'année 1988, les deux se rejoignent (Atkinson et Micklewright, 1992). L'évolution de la répartition des revenus doit donc être considérée comme dépendante non seulement des différences dans les salaires mais aussi des autres sources du revenu et particulièrement des transferts sociaux. Cela peut s'expliquer par l'histoire du pays. En fait, Vecernik, dans son analyse sur l'expérience de la réforme tchèque, indique que la Tchécoslovaquie avait développé au XIX^{ème} siècle, une industrie mécanique moderne, un marché efficient, un profil politique social démocrate, de faibles différences sociales et une société civile développée (Vecernik, 1996).

³ Le ratio inter-décile est le rapport entre le décile 9 le plus riche et le décile 1 le plus pauvre : P90/P10.

Tableau 2.1 La répartition des revenus, 1982-1985

Répartition individuelle du revenu des ménages par tête									
Pays	P10	P25	P75	P90	P95	P90/P10	GINI	RHI	
Tchécoslovaquie	66,4	81,4	127,1	160,3	182,9	2,41	19,9	13,9	
Hongrie	62,0	79,5	128,6	162,1	187,8	2,61	20,9	15,0	
Pologne	57,6	75,0	134,2	175,1	209,2	3,04	25,3	17,8	
URSS	53,7	74,3	135,3	177,3	206,9	3,30	25,6	18,2	
Grande Bretagne	52,0	71,8	144,5	200,9	248,7	3,86	29,7	21,2	

Part de déciles cumulatifs										
Pays	S10	S20	S30	S40	S50	S60	S70	S80	S90	S95
Tchécoslovaquie	4,9	11,6	19,2	27,4	36,3	46,0	56,6	68,4	82,1	90,0
Hongrie	4,9	11,3	18,6	26,7	35,6	45,3	56,0	67,9	81,4	89,4
Pologne	4,2	9,9	16,6	24,2	32,7	42,1	52,7	64,7	78,8	87,4
URSS	3,9	9,4	16,1	23,7	32,2	41,8	52,6	64,9	79,4	88,0
Grande Bretagne	3,5	8,6	14,7	21,7	29,7	38,8	49,2	61,5	76,5	85,9

Source: Atkinson (1992:112)

Note: RHI est l'indice 'Robin Hood' qui mesure le pourcentage de revenu qui devrait être redistribué dans les premiers cinq déciles ayant le revenu le plus bas pour atteindre l'égalité.

D'après Vecernik, une clé importante pour comprendre la politique sociale ainsi que l'universalité des avantages sociaux, était le contrôle totalitaire exercé sur la population. Mais les gens percevaient cette situation comme une continuation des traditions social-démocrates d'avant la guerre et l'expression du caractère populaire, « sans classes », de la société tchèque (Vecernik, 2001 :3).

Ces différences que nous venons de mentionner vont compter dans la trajectoire de la Tchéquie pendant la transformation post-socialiste. Sojka avance ainsi qu'en comparaison des autres économies de type soviétique d'Europe centrale, la Tchécoslovaquie et plus particulièrement la Tchéquie avait une position de départ relativement avantageuse pour la transformation post-socialiste en raison de la stabilité macroéconomique, d'un endettement extérieur faible, de niveaux de vie acceptables et d'une tradition du développement capitaliste industriel antérieure à la deuxième guerre mondiale (Sojka, 2000 : 229).

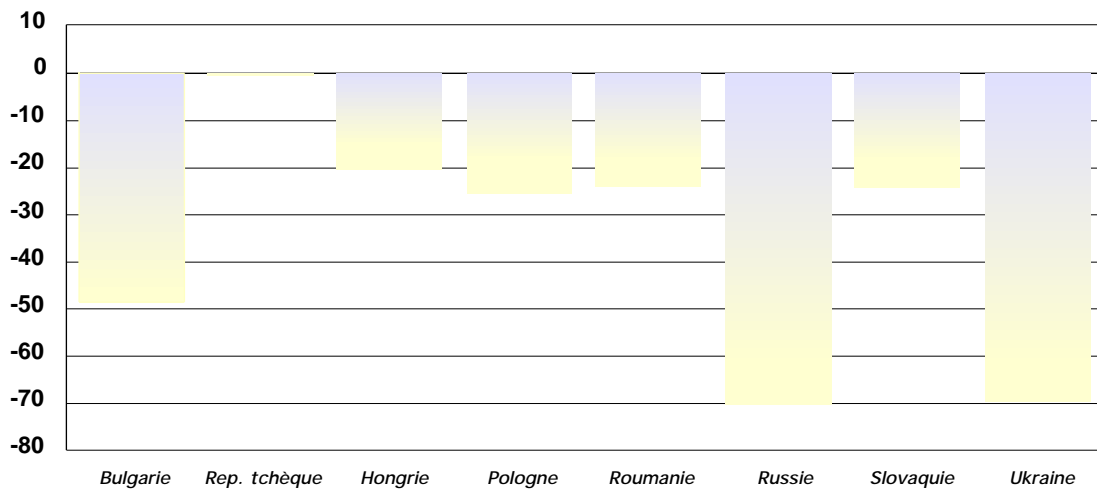
Changements institutionnels du marché de travail : de la redistribution vers le marché

La transformation vers une économie de marché a engendré un profond changement du marché du travail. Il s'est d'abord incarné dans des évolutions communes à tous les pays ex-socialistes: l'Etat arrête d'être le seul employeur ; les nouveaux contrats de travail remettent en

cause l'hégémonie du travail à plein temps et stable à travers le développement d'emplois à durée déterminée et à temps partiel. Par rapport à l'époque socialiste, les emplois sont devenus plus précaires, en termes de sécurité, de rémunération et de conditions de travail. Le sur-emploi et l'emploi de faible productivité ainsi que l'utilisation inefficace du travail, caractéristiques de l'époque socialiste, se sont transformés en chômage ouvert après la transformation. (Vecernik, 2001c :1-3). Dans le système socialiste l'Etat avait la charge d'assurer l'emploi même si c'était dans une logique d'inefficacité économique, le passage vers le marché lui a enlevé cette responsabilité.

En ce qui concerne les salaires, dans presque tous les pays, les gouvernements ont accepté la chute des salaires réels comme un moyen pour contrôler l'inflation. La libéralisation des prix lancée dans tous les pays au début du processus des réformes a entraîné une hausse explosive de l'inflation et a eu un impact immédiat sur les salaires réels. Les salaires n'ont commencé à croître qu'avec retard et ont été rapidement encadrés par des politiques restrictives⁴. Résultat, les salaires réels ont chuté considérablement (Graphique 2.1). En 1996, les travailleurs d'Europe de l'Est – à l'exception notable de la République tchèque – étaient payés en termes réels beaucoup moins qu'au début de la transformation. Ces données sont encore plus préoccupantes si on se souvient que le niveau des salaires dans l'ancien régime était très bas et qu'il était compensé à travers les prestations sociales et les services, comme l'éducation, le logement, la santé – des services qui ont été considérablement réduits dans toute la région au cours de la transformation.

Graphique 2.1 Variation des salaires réels, 1989-1996 (1990=100)



Source : Vaughan-Whitehead, 1998

⁴ Une politique restrictive des salaires a été appliquée englobant : une politique des revenus basée sur une taxe punitive aux entreprises qui dépassaient certain seuil des tarifs salariaux ; une réglementation du salaire minimum ; un système des tarifs salariaux ; et une désindexation des salaires par rapport à la libéralisation des prix (Vaughan-Whitehead, 1998).

Les revenus réels de la population tchèque ont chuté en 1991 suite à la libéralisation massive des prix. Mais, en 1996, ils ont retrouvé leur niveau de 1991 (Vecernik, 1999 :125-126).

Un des faits les plus frappants de la transformation a été la chute de l'emploi et l'augmentation du chômage dans toutes les économies ex-socialistes. Les programmes de stabilisation et les privatisations ont entraîné un durcissement de la contrainte budgétaire des entreprises, ce qui a fait disparaître l'une des principales causes de l'excès de demande de travail. Les entreprises se sont ensuite engagées dans une restructuration et se sont séparées d'un grand nombre de salariés. La récession transformationnelle et avec elle la forte concentration de la production ont accéléré le processus (Magnin, 1999).

En République tchèque, pendant les premières années de la transformation, l'emploi a considérablement chuté suite au déclin de l'activité des femmes et les départs à la retraite massifs. D'autre part, les grandes entreprises manufacturières ont adopté un comportement « pré-privatisation » de « thésaurisation de travail » en réponse à un futur incertain, mais aussi en raison d'un capitalisme « paternaliste », dans l'espoir d'être soutenues par les employés en cas d'une « privatisation des managers ». Ce phénomène était largement répandu grâce au mixe Etat-Banques-propriété privée (caractéristique de la République tchèque et lié à la forme choisie de privatisation par coupons) (Vecernik, 2001c :8).

Nous pouvons donc identifier deux périodes en ce qui concerne le développement du chômage après la transformation. Le taux de chômage en République tchèque s'est maintenu jusqu'à 1997 à un niveau assez bas en comparaison des autres économies post-socialistes :

Taux de chômage

Pays	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
République tchèque	4,3	4	3,9	4,8	6,5	8,7	8,8
Hongrie	10,7	10,2	9,9	8,7	7,8	7	6,4
Russie	8,1	9,5	9,7	11,8	13,3	13,4	

Source: Czech Statistical Office, 2002: 694

Dans la première période (jusqu'à 1997), soutenir l'emploi a été une priorité de l'Etat tchèque et le succès est évident ; Vecernik signale que le mécanisme a eu du succès même s'il a été coûteux. La politique active en matière d'emploi a débouché sur de faibles taux de chômage du fait de la création des « bureaux d'emploi ». Après 1997, nous observons une hausse du taux de chômage qui a atteint un niveau comparable aux autres économies ex-socialistes suite à la crise économique. Selon Frydmanova et. al. (1999), la pression sur le marché de travail a augmenté après la crise et, avec elle, le nombre de chômeurs. Les politiques actives de l'emploi se sont affaiblies et il n'était plus possible de réagir rapidement face à la nouvelle situation. Les grandes entreprises se sont séparées des employés, elles ont arrêté de payer les contributions sociales et dans certains cas, même les salaires. Mais dans les industries dominantes comme l'industrie minière, la

métallurgie et les industries lourdes, l'Etat est intervenu : une loi spéciale a été passée permettant aux salariés affectés d'être indemnisés par l'Etat (Vecernik, 2001c :51).

Le passage d'un système de redistribution vers le marché a transformé les institutions du marché de travail, bouleversant les facteurs qui déterminent les inégalités et son évolution.

Inégalités de revenus en République tchèque : évolution et facteurs

Comment se traduit dans la nouvelle répartition des revenus un tel changement des caractéristiques institutionnelles? Quel est l'impact du passage d'une forme d'intégration économique redistributive où l'Etat détermine les inégalités à une autre (le capitalisme) où le principal responsable des inégalités est le marché du travail ? Le changement de ces institutions économiques qui déterminent en fin de compte les inégalités implique une redéfinition des divers composants du système de répartition. Vecernik (1999) montre ainsi qu'en ce qui concerne les inégalités, nous sommes passés d'un système d'égalité dans les besoins vers un système de performance de marché. Regardons les changements intervenus dans les déterminants des revenus :

SYSTEME PLANIFIE/ L'ETAT CONTROLE CHAQUE SECTION DE LA DISTRIBUTION DE MANIERE SEPEREE		SYSTEME DE MARCHÉ : INTERCONNECTION DES DIFFERENTES SECTIONS DE LA DISTRIBUTION
CARACTERISTIQUES DEMOGRAPHIQUES (age, sexe)	④ SALAIRES ②	CAPITAL HUMAIN ET AUTRES CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ
TAILLE ET COMPOSITION DES MENAGES	④ REVENUS ②	STATUT ECONOMIQUE DES MEMBRES DE LA FAMILLE
BESOINS ELEMENTAIRES DES MENAGES	④ DEPENSES ②	PREFERENCES DU CONSOMMATEUR
CONDITIONS NON-ECONOMIQUES D'ACCES	④ PROPRIETE ②	REVENUS ET ACCUMULATION

Vecernik (1999 : 117).

Dans les nouvelles institutions du marché de travail, les déterminants des niveaux salariaux sont le capital humain et des autres aspects du marché de travail. Dans la détermination des revenus de ménages le statut économique des membres de la famille est plus importante que sa taille. On est passé, d'un système où les caractéristiques démographiques déterminaient la répartition des revenus (nombre de personnes actives et d'enfants, âge) vers un système de marché où se sont les facteurs socioéconomiques (capital humain et le statut économique des membres de la famille) qui déterminent les inégalités.

Vecernik montre que le passage d'un système de distribution vers le marché est manifeste en trois points : 1. Le processus de formation de besoins humains, où les préférences des consommateurs basées sur des hiérarchies subjectives ont remplacé l'administration de besoins basée sur une détermination bureaucratique de « besoins rationnels ou objectifs » ; 2. La formation d'une structure sociale où les valeurs et le statut des classes moyennes sont devenues les critères de développement au lieu de l'idéologie matérielle et hégémonique de la classe ouvrière ; 3. La logique

de production des inégalités économiques, dominée par le contrôle bureaucratique de différents champs de distribution a été remplacé par une logique dominée par les connexions internes. La transformation a consolidé les liens entre chacun des composants individuels du système de répartition. Les aspects économiques et le marché sont devenus les déterminants principaux des inégalités dans la répartition des revenus⁵.

Les réformes économiques mises en place dans les pays ex-socialistes, ont reconfiguré la répartition des salaires vers une répartition plus inégale. En conséquence et parallèlement, la répartition des revenus a expérimenté un changement significatif qui s'est traduit par une concentration élevée des revenus dans les couches de population à hauts revenus, augmentant de manière spectaculaire les inégalités. Après la transformation systémique, entre 1989 et 1998, la plupart des pays ont expérimenté une forte concentration du revenu, en même temps que se produisait une grande différenciation dans la répartition du revenu entre les pays. Les pays d'Europe centrale ont vu une augmentation du coefficient de Gini, mais celui-ci n'a pas dépassé le niveau des pays européens occidentaux. Par contre, les pays de la CEI ont connu une concentration du revenu beaucoup plus forte. L'augmentation la plus forte du coefficient de Gini s'est produite dans la Fédération russe où il a presque doublé, passant de 26 à 47 entre 1989 et 1998. Il représente désormais presque deux fois celui de la République tchèque et de la Hongrie.

Coefficient de Gini

(Revenu par tête)

Pays	1987-1990	1993-1994	1996-1998
République tchèque	19	23	25
Hongrie	21	23	25
Russie	26	48	47

Source: The World Bank, 2002: 9

En République tchèque, entre 1988 et 1992 la position relative de la catégorie des rémunérations par tête les plus bas a été maintenue tandis que seuls les rémunérations de la catégorie la plus élevée augmentaient rapidement. Si nous additionnons toutes les baisses relatives des déciles 4 à 7, ils équivalent à l'augmentation relative des déciles 9 et 10. Il s'est produit un effet « Hood Robin », c'est-à-dire, l'augmentation dans les inégalités est la conséquence d'une augmentation importante du décile le plus riche. Selon Sojka (2000 :169), pendant la période 1988-1992, la participation relative des déciles les plus bas, est restée constante, et c'était l'augmentation du décile le plus riche qui a fait accroître les inégalités au détriment des classes moyennes. Dans cette période, l'indice de Gini des revenus individuels a augmenté de 19 à 23. C'était la période dite

⁵ Nous faisons la remarque explicite car il existe une multiplicité de variables en fonction desquelles on peut évaluer l'égalité. D'après Amartya Sen (2000) l'idée d'égalité se heurte à deux diversités distinctes : l'hétérogénéité fondamentale des êtres humains, et la multiplicité des variables en fonction desquelles on peut évaluer l'égalité. L'égalité sur une variable ne coïncide pas forcément avec l'égalité sur une autre. Les espaces peuvent varier, par exemple, égalité de chances, de fortune, de satisfaction des besoins, des revenus.

de « pré-privatisation » du gouvernement social-libéral, qui a préservé les avantages sociaux universels et a maintenu les salaires sous contrôle.

Dans la deuxième période, entre 1992 et 1996, les inégalités dans la répartition des revenus, mesurées à travers l'indice de Gini se sont presque maintenues (l'indice de Gini est passé de 23 à 24). On observe une diminution légère de la participation des déciles 1 et 2 et une augmentation importante du décile 10 (de 20% en 1992 à 22,4% en 1996). C'est la période dite de privatisation mise en œuvre par le gouvernement libéral qui a remplacé les avantages sociaux universels par des mesures sociales à destination de certains groupes bien ciblés de la population, et qui a abrogé la régulation salariale, gelé le salaire minimum et laissé les salaires croître plus que la productivité. Dans les deux périodes les déciles du milieu de la répartition ont été compressés (Vecernik, 1999 : 124-125). Même après 1992 cette tendance a continué et s'explique surtout par le développement des activités entrepreneuriales, mais aussi par des facteurs qui ne sont pas basés sur des principes méritocratiques, par exemple dans les grandes entreprises d'Etat où les managers gagnaient des salaires très élevés et non connectés aux performances de l'entreprise⁶.

Nous observons une augmentation des inégalités en République tchèque due au passage d'un système redistributif vers un système de marché. La conséquence générale de ce passage a été l'augmentation des inégalités dans tous les pays ex-socialistes. Mais la trajectoire particulière qu'a suivie la République tchèque, s'explique aussi par le rôle de l'État et des institutions du marché de travail, fortement liés aux relations sociales et plus particulièrement les relations de classes, où les institutions économiques sont encastrées.

III ETAT, INSTITUTIONS ET ACTEURS COLLECTIFS DANS LES INEGALITES SOCIALES POST-SOCIALISTES

Mobilité des élites dans le changement institutionnel

Au cours de la transformation post-socialiste, le marché devient la forme dominante d'intégration économique et bouleverse l'ampleur et les déterminants des inégalités. Les changements institutionnels qui interviennent ne sont pas exogènes, mais sont le produit d'une interaction complexe des stratégies économiques. Selon Széleny et Kostello (1998), les fractions de classe ont lutté de diverses manières en suivant des stratégies de groupe, et parfois individuelles, mais toujours sur la base des différentes ressources de classe. Le processus de transformation ou

⁶ Il est important de souligner les facteurs d'accroissement des inégalités car, la Tchéquie a une longue tradition d'égalité imbriquée dans la société. Dans les premières années de la transformation post-socialiste, la société tchèque était prête à accepter une augmentation des inégalités car elle faisait partie du changement vers le marché. Les gens l'acceptaient car c'était un signe de la transformation. Mais quand la population s'est aperçue que cette inégalité des salaires et/ou des revenus ne correspondaient pas aux principes méritocratiques, ils ont commencé à l'accepter de moins en moins. L'idéologie égalitaire du XIXème siècle est revenue et, après les premiers scandales des quelques entreprises privatisées, presque 80% de la population considère que l'enrichissement a été illégitime (Vecernik, 1999 : 132-135).

création des élites et/ou classes⁷ apparaît comme crucial pour donner des éléments d'explication du changement des institutions et, en conséquence, des inégalités.

Selon Eric Hanley, Petr Mateju, et.al. (1998), le processus de recrutement des élites a varié dans les différents pays et influé la forme choisie de privatisation.

Le raisonnement est le suivant : les modalités de recrutement des élites après 1989 dépendent des modalités de recrutement d'avant 1989. Ainsi les taux élevés de circulation des élites dans la décennie 1980 devraient produire des taux plus faibles de la circulation des élites après la chute du système socialiste et en conséquence, des taux plus élevés de reproduction des élites.

La trajectoire tchèque a suivi une voie très différente de celle des pays voisins comme la Pologne ou la Hongrie. L'invasion soviétique en 1968 a mis fin au processus de réformes et les conservateurs ont repris le pouvoir. La loyauté envers le parti est resté le mécanisme déterminant de la mobilité dans la nomenklatura communiste. Ce phénomène se traduit dans un moindre effort pour remplacer les vieux membres de l'élite par des jeunes cadres plus qualifiés techniquement. Cette moindre cooptation de l'intelligentsia augmente la probabilité d'une résistance active au gouvernement du Parti. Hanley et Mateju (1998 : 20) écrivent : « En République tchèque, l'absence de réformes économiques et le retour des chefs conservateurs au pouvoir après 1968 ont bloqué les changements dans le processus de recrutement, qui (1) a créé une vieille élite peu qualifiée techniquement, et (2) a promu la formation d'une contre-élite compétente ».

Mais le recrutement des élites a aussi profondément influé sur le processus de privatisation. Elle peut avoir été initiée par les managers des entreprises ou par des acteurs de l'Etat. Une trajectoire ou l'autre va se produire en fonction des réformes de marché mises en place pendant la dernière décennie du socialisme. Les autorités tchèques ont refusé de faire des réformes de marché, si bien que l'autonomie des managers des entreprises était fortement limitée. L'absence des réformes économiques pendant la période socialiste a laissé l'Etat comme acteur dominant après 1989 ; la privatisation a été alors organisée et gérée par le centre. La forme de privatisation dominante a été la privatisation par coupons. Cette privatisation n'a pas eu les résultats escomptés, c'est-à-dire, des droits de propriété dispersés. Des Fonds d'investissement sont apparus et ont acquis des coupons en échange de rémunérations futures. Néanmoins, l'Etat est resté le principal acteur dans l'économie tchèque pour deux raisons : d'abord, il a retenu une partie importante des droits de propriété via le Fond National de Propriété (20 à 30% de participation des entreprises privatisées) ; en suite, l'Etat a gardé une influence directe sur l'ensemble des fonds d'investissement, car une grande partie de ces fonds étaient établies par les banques commerciales qui elles-même étaient largement sous le contrôle de l'Etat. (Hanley et Mateju, 1998 : 24-25).

Dans le cas de la République tchèque, la reproduction des élites dans la décennie précédente à la transformation a influencé largement les politiques mises en place avant et après la

⁷ Le concept de classe qui est utilisé ici, et pris dans un sens large et il fait référence aux acteurs collectifs qui mènent des luttes ou qui sont en conflit dans un moment historique donné.

transformation. Le retour des conservateurs au pouvoir n'a pas permis les réformes de marché et après la transformation, l'Etat eut le contrôle du changement et a largement influencé le développement des inégalités.

Stratification sociale et émergence des institutions dans les inégalités post-socialistes

Le changement des élites au pouvoir, à travers un processus de circulation ou de reproduction, est cruciale pour comprendre la réforme de l'Etat car il va affecter les politiques de privatisation, de création des institutions de marché et de redistribution.

En République tchèque la privatisation par coupons a entraîné un changement de droits de propriété plus modeste que dans les autres pays d'Europe de l'Est. La République tchèque a réussi à maintenir des taux plus faibles de chômage pendant les premières années de la transformation et la politique sociale redistributive a été assez importante pour empêcher les inégalités d'augmenter de façon importante. Il semble que la transformation dans ce pays a été plus prudente et, comme le signalent des différents auteurs, Vaclav Klaus avait beau parler comme un libéral du XIX siècle, il agissait comme un social-démocrate keynésien (Szelenyi et Kostello, 1998 :320).

Tout système de taxation et de sécurité sociale a un impact sur la répartition des revenus. Dans le cas tchèque, Ondrej Schneider et Tomas Jelinek (2001 :1-2) signalent que le système tchèque est fortement orienté vers le soutien aux deux déciles le plus pauvres de la population et concentré sur le développement d'un réseau de sécurité sociale pour minimiser l'impact de la pauvreté. Le nouveau système repose sur une variable principale, « le niveau de vie minimum » véritable pilier de tout le système. Selon les auteurs la lutte contre la pauvreté a eu de succès même si le mécanisme n'est pas viable financièrement (car le système a été conçu quand le niveau de chômage était de 4%). A ce propos, Vecernik (2002 : 3) démontre dans un article sur la redistribution des revenus à travers les taxes et les avantages sociaux, que, approximativement, en 1988 la moitié des ménages avec les revenus les plus bas recevait des transferts des revenus de la moitié la plus riche, en 1996, plus de 90% des moyens pris aux plus riches sont données aux ménages avec les revenus les plus bas. Le degré de la redistribution dépend donc fortement du revenu : la perte du décile le plus riche parvient à un quart du revenu, contre 6 ou 7% en 1988. Par conséquent, les revenus après la redistribution sont plus équitables qu'avant. Le système de redistribution a un effet très fort d'égalisation. Néanmoins, comme le revenu des ménages déterminé par le marché est beaucoup plus différencié, la répartition des revenus est moins égalitaire qu'elle n'était à la fin de l'époque socialiste.

Les institutions du marché de travail et le système de sécurité sociale ont été des facteurs très importants de contention de l'augmentation des inégalités en République tchèque. Le rôle de l'Etat, plus important que dans des autres pays ex-socialistes, fut fondamental. Le schéma suivant essaie de synthétiser de façon très sommaire, quelques relations que nous avons étudiées et analysées à travers les différents auteurs institutionnalistes.

MOBILITE DES ELITES, INSTITUTIONS, ET INEGALITES EN REPUBLIQUE TCHEQUE

MOBILITE DES ELITES	CIRCULATION DES ELITES DANS LES ANNEES 1980	FAIBLE	Absence de réformes économiques avant le changement systémique, développement des "contre-élites", faible cooptation de l'intelligentsia
	REPRODUCTION DES ELITES APRES 1989	FAIBLE	Non appropriation des actifs de l'Etat
INSTITUTIONS	ROLE DE L'ETAT DANS LA CREATION DES INSTITUTIONS DU MARCHE DU TRAVAIL	TRES IMPORTANTE	L'Etat est le principal acteur de l'économie
	ROLE DE L'ETAT DANS LE PROCESSUS DE PRIVATISATION	TRES IMPORTANTE	Changement plus modeste et contrôlé du processus de privatisation
INEGALITES	DEVELOPPEMENT DES INEGALITES APRES LA TRANSFORMATION	FAIBLE	Rôle très important de l'héritage historique et de l'Etat dans la contention des inégalités

REMARQUES FINALES

Dans un effort de synthèse, nous avons esquissé quelques relations pour comprendre la trajectoire de la République tchèque en ce qui concerne les inégalités. Nous avons porté une attention spéciale à l'héritage historique de ce pays, sa longue tradition de justice sociale imbriquée dans la société, et à ses institutions et leur changement pendant la transformation. Nous croyons qu'une partie de l'explication se trouve dans ces éléments. Analyser en détail des autres trajectoires en mettant aussi l'accent sur les différents choix de politique économique, est nécessaire pour donner une explication plus achevée de la différenciation de trajectoires post-socialistes.

Bibliographie

Atkinson A. et Mickleright J. (1992), *Economic Transformation in Eastern Europe and the Distribution of Income*, Cambridge, Cambridge University Press.

BERD (2001), *Transition Report 2000. employment, Skills and Transition*, London, European Bank for Reconstruction and Development.

Cornia A. (2001), « Transition Approches, Institutions, and Income Inequality », in Cornia A. et Vladimir Popov (eds.), *Transition and Institutions. The experience of Gradual and Late Reformers*, Oxford, Oxford University Press, pp. 192-260.

Czech Statistical Office (2002), *Statistical Yearbook of the Czech Republic*, Praha, Scientia et CSO.

Frydmanova et. al. (1999), « Labour market and human ressources », in Vecernik J. et Petr Mateju (rfd), *Ten Years of Rebuilding Capitalism : Czech Society after 1989*, Prague, Academia.

Hanley Eric, Petr Mateju, et. al. (1998), « The Making of Post-Communist Elites in Eastern Europe », *Working Papers of the research project Social Trends*, 4/1998.

Kolodko G. (2000), *From Shock to Therapy. The Political Economy of Post-socialist Transformation*, Oxford, Oxford University Press.

Magnin E. (1999), *Les Transformations économiques en Europe de l'Est*, Paris, Ed. Dunod.

Milanovic B. (1998), *Income, Inequality and Poverty during the Transition from Planned to Market Economy*, Washington, The World Bank.

North, D. (1977), "Markets and Other Allocation Systems in History : The Challenge of Karl Polanyi", *The Journal of European Economic History*, vol. 6:3, pp.703-716.

North, D. (1990), *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge, Cambridge University Press.

Polanyi K. [1944] 1983, *La Grande Transformation*, Paris, Ed. Gallimard.

Polanyi K. (1957), “The Economy as Instituted Process”, in Arensberg, C. et al, (1957), *Trade and Market in the Early Empires. Economies in History and Theory*, N.Y. The Free Press.

Polanyi, K. (1977), *The Livelihood of Man*, N.Y. Academic Press.

Poznanski K. (1998), «Comparative Transition Theory: Recession and Recovery in Post-Communist Economies», *Emergo*, 5(2) : 36-51

Roland G. (2000), *Transition and Economics. Politics, Markets, and Firms*, Massachusetts Institute of Technology, Massachusetts.

Schneider Ondrej et Tomas Jelínek (2001), « Impact of Czech Social Security System and Tax-deductible allowance on Income Distribution », *Finance a úver*, 2001:12.

Sen, A. [1992] (2000), *Repenser l'inégalité*, Paris, Ed. du Seuil.

Sojka M. (2000), « Ten Years of Transformation in the Czech Way : Transformation, Inequality and Integration », in Mlcoch L., P. Machonin et M. Sojka, *Economic and Social Changes in Czech Society after 1989: an alternative view*, Prague, The Karolinum Press: 229-279.

Szelény I. et Eric Kostello (1998), “Outline of an Institutionalist theory of Inequality: The Case of Socialist and Postcommunist Eastern Europe”, in Brinton M. et Victor Nee (eds.), *The New Institutionalism in Sociology*, N.Y., Russell Sage Foundation.

Vaughan-Whitehead (1998), “Wage Policy Reforms in central and Eastern Europe: A First Assessment (1990-1996)”, in Vaughan-Whithead (ed.), *Paying the Price: the Wage Crises in Central and Eastern Europe*, New York, St. Martin's Press: 13-80.

Vecernik J. (1996), *Markets and People. The Czech Reform Experience in a Comparative Perspective*, Hants, Ashgate Publishing.

Vecernik J. (1998), Transformation in a socio-economic perspective, Prague Economic Papers, 3: 251-261.

Vercernik J. et Petr Mateju (1999), *Ten Years of Rebuilding Capitalism : Czech Society after 1989*, Praga, Academia.

Vecernik J. (1999), «Inequalities in earnings, incomes, and wealth», in Vecernik J. et Petr Mateju (1999), *Ten Years of Rebuilding Capitalism : Czech Society after 1989*, Praga, Academia.

Vecernik J. (2001a), «Earnings in the Czech Republic: Evidence of the Past Decade and Cross-National Comparison», Working Paper no. 373, The William Davidson Institute.

Vecernik, J. (2001b), « Czech Social Reform – a Sustainable Stagnation », in *IWM/SOCO Project Comparative Institutional Reform in Social Policy*.

Vecernik, J. (2001c), «Labour market flexibility and employment security, Czech Republic», *Employment Parper 2001/27*, Geneva, ILO.

Vecernik J (2002), « The Redistribution of Income through Taxes and Benefits in the Czech Republic : Changes and Perception after 1989», www.financeauver.org, vol. 52: 1, pp. 4-22.

World Bank (2002), *Transition: The First Ten Years*, Washington, World Bank.